

## Rapport d'orientations budgétaires 2022

Le débat d'orientations budgétaires (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités et des établissements publics concernés. Il participe à l'information des élus en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière préalablement au vote du budget primitif.

Une délibération doit être prise pour prendre acte de la tenue du DOB.

- **La loi de finances pour 2022**

- *Dotation Globale de Fonctionnement*

Depuis 2018, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est maintenue à son niveau avec une enveloppe fixée à 26,802 milliards d'euros.

Le montant national dédié à la dotation intercommunale s'élève à 1,623 milliards d'euros soit une augmentation de 30 millions d'euros par rapport à 2021, article 47 de la LFI 2022.

- *La Dotation d'équipements des territoires ruraux (DETR) et la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)*

La DETR est maintenue à hauteur de 1,046 milliards d'euros.

La DSIL est augmentée de 337 millions d'euros pour être portée à hauteur de 907 millions d'euros.

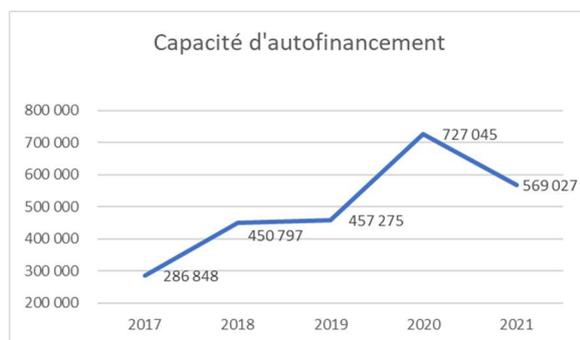
- *Prélèvements opérés sur les recettes (PSR) de l'Etat au profit des collectivités territoriales*

Les PSR s'élèvent en 2022 à 43,21 milliards d'euros (en hausse de 292 millions d'euros par rapport à la LFI 2021). Cette augmentation est notamment due à :

- La hausse prévisionnelle de 251 millions d'€ de compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de Taxes foncières des propriétés bâties (TFPB) et de contribution foncière des entreprises (CFE) des locaux industriels afin de neutraliser les effets de la réforme des impôts de production,
- L'augmentation prévisionnelle de 41 millions d'€ de compensation d'exonération relatives à la progression de la compensation de l'exonération de CFE pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 €,

## Principaux ratios

### a. Evolution du niveau d'épargne nette (capacité d'autofinancement) et du besoin de financement depuis la fusion

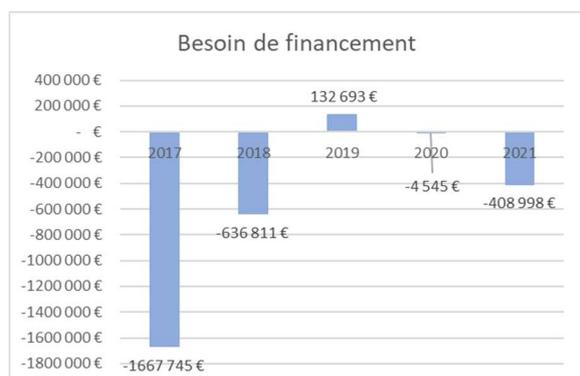


Capacité d'autofinancement	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes réelles de fonctionnement	9 325 017	10 247 876	11 143 065	11 725 038	11 939 449
Dépenses réelles de fonctionnement	8 139 389	8 850 993	9 718 572	9 936 933	10 457 580
= Epargne de gestion	1 185 628	1 396 883	1 424 493	1 788 105	1 481 870
- Charges financières (intérêts)	190 605	174 338	127 631	150 773	125 082
= Epargne brute	995 023	1 222 545	1 296 862	1 637 332	1 356 788
- Remboursement du capital	708 175	771 748	839 587	910 287	787 761
= Epargne nette	286 848	450 797	457 275	727 045	569 027

Après une amélioration de la capacité d'autofinancement pendant 3 ans, liée à la progression des recettes réelles de fonctionnement entre 2017 et 2020 et une augmentation moins importante des dépenses, la capacité d'autofinancement diminue en 2021. Cette baisse est liée à une augmentation des dépenses de fonctionnement (+4,90%, notamment en personnel : +8%) avec une augmentation moins importante des recettes de fonctionnement (+1,82%).

L'augmentation des dépenses de personnel sont liées à un recours plus important de saisonniers au niveau de l'ALSH en raison d'une fréquentation en hausse et au besoin de remplacer des agents pour raisons de santé principalement sur les services petite enfance et enfance.

L'augmentation de la fréquentation se traduit par une hausse des recettes issues des produits des services (+27%), le remboursement des traitements des agents malade a augmenté de 8%. Même si la hausse de ces recettes connaît une dynamique importante, la part de ces recettes représente 6% pour les facturations des services et 0,01% pour les remboursements de salaires quand les produits issus des taxes et des dotations de l'Etat représentent respectivement 69,5% et 23% des recettes de la communauté de communes.



	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne nette	286 848	450 797	457 275	727 045	569 027
+ recettes d'investissement	1 981 339	1 341 418	1 192 498	676 509	676 510
= Total financement de l'investissement	2 268 187	1 792 215	1 649 773	1 403 554	1 245 537
- Dépenses d'investissement hors det	3 935 932	2 429 026	1 517 080	1 408 099	1 654 534
= Besoin de financement	-1 667 745	-636 811	132 693	-4 545	-408 998

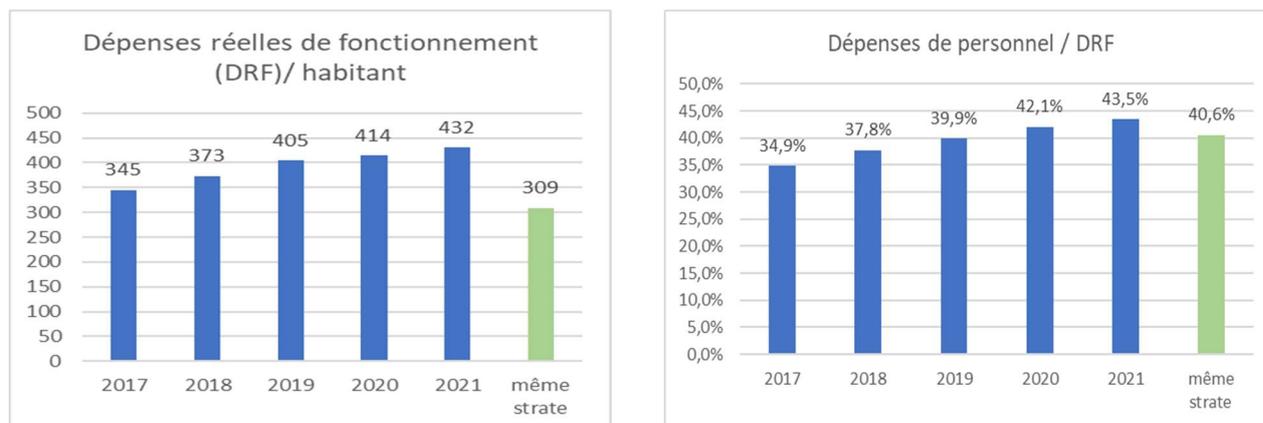
Le ratio du besoin de financement s'explique par les travaux débutés en 2021 notamment sur l'Abbaye de Sorde et un décalage dans la perception des recettes d'investissement liée à ces travaux.

### c. Indicateurs de gestion

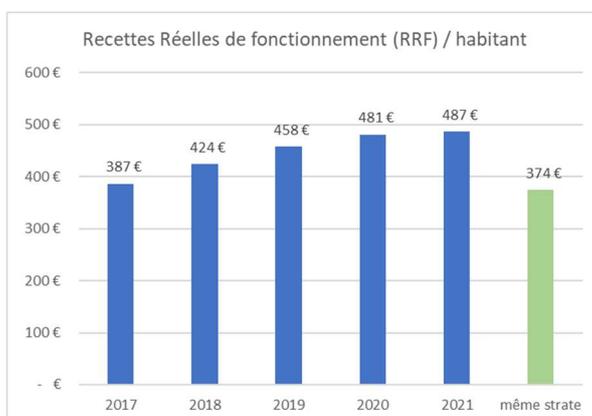
DRF : Dépenses réelles de fonctionnement (Dépenses de fonctionnement déduction faite des atténuations de produits et atténuations de charges)

RRF : Recettes réelles de fonctionnement (Recettes de fonctionnement déduction faite des atténuations de produits et de charges).

#### - Evolution des ratios liés fonctionnement depuis la fusion

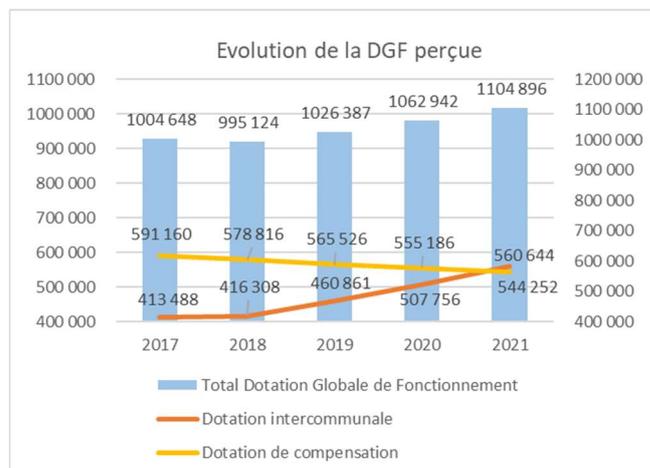
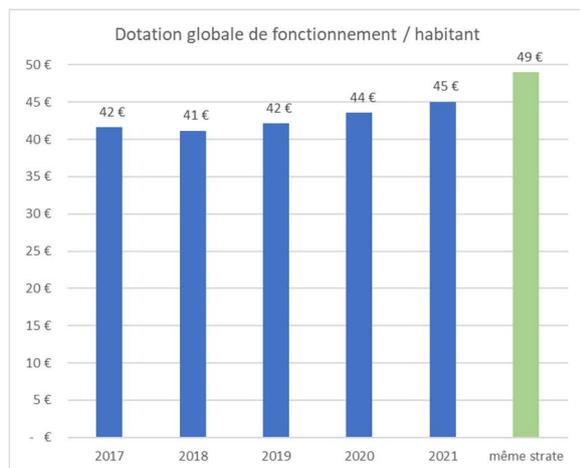


Les ratios de dépenses de fonctionnement et de personnel sont plus élevés que la moyenne des EPCI de même strate. En effet, la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans exerce de nombreuses compétences dédiées aux services à la population (crèches, ALSH, maternelles, ludothèque...) induisant des charges de fonctionnement et des charges de personnel plus élevées que les EPCI, qui n'exercent pas forcément ces compétences.

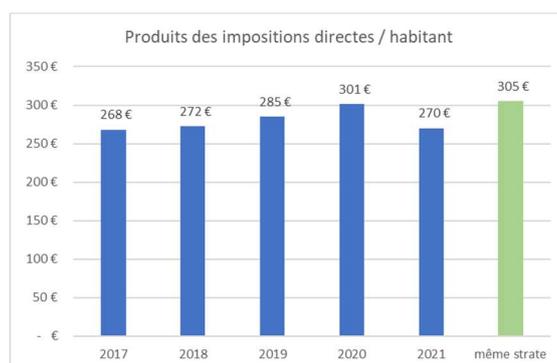


On constate une évolution des recettes de fonctionnement moins dynamique que les années précédentes. En effet, la Communauté de communes a perçu en 2021 des compensations de l'Etat suite aux mesures d'exonérations sur la CFE, taxes foncières sur le bâti pour les entreprises dans le cadre de la crise sanitaire. Les produits de la tarification des services ont augmenté de 27% lié à l'augmentation de fréquentation des ALSH (expliquant par conséquent l'augmentation des charges de personnel, les services ayant eu recours à davantage d'animateurs, voir explications détaillées paragraphe a. évolution de l'épargne nette, page 2).

- Evolution des ratios liés à la fiscalité et aux dotations depuis la fusion



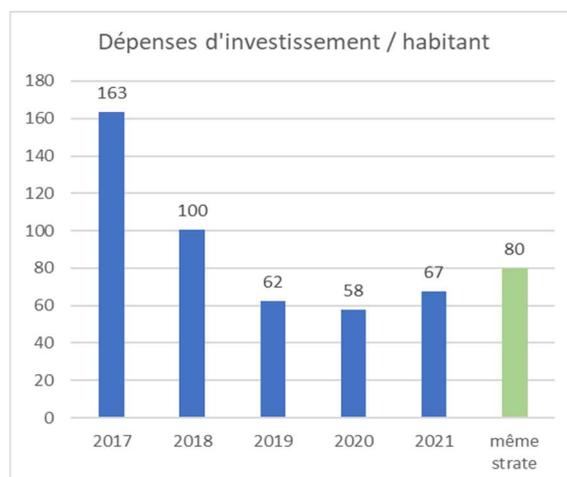
La DGF est calculée suivant la population, le potentiel fiscal et le coefficient d'intégration fiscale (CIF). Ce dernier est un indicateur de la part des compétences transférées par les communes à l'intercommunalité. Celui de la CC est à 0,45 (CIF médian national en 2019 : 0,3749). Il permet à la CC de bénéficier d'une dotation intercommunale dynamique.



Le ratio 2021 des produits des impositions directes/habitant ne prend pas en compte les allocations compensatrices de l'Etat liées aux exonérations, expliquant la baisse de ce ratio en 2021.

En recalculant le ratio avec ces allocations compensatrices, le montant par habitant de la Communauté de communes est de 309 €/habitant.

- Ratios liés à l'investissement (taux d'équipement et marge d'autofinancement courant) depuis la fusion



Les dépenses d'équipement ont augmenté en 2021, liés aux investissements réalisés sur l'Abbaye et à l'investissement est constant sur la voirie et l'entretien des bâtiments. Pour rappel, les ratios 2017 et 2018 prennent en compte la construction de deux équipements conséquents le siège de la Communauté de communes et la crèche à Pouillon.

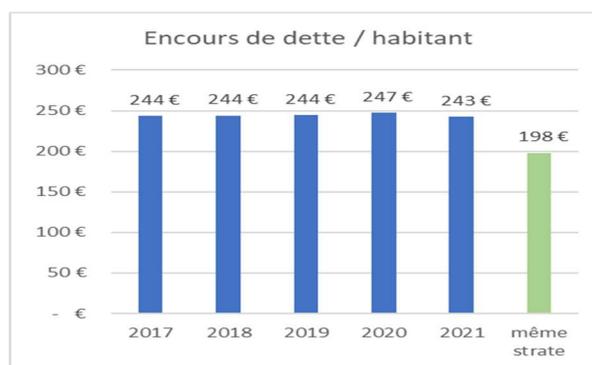
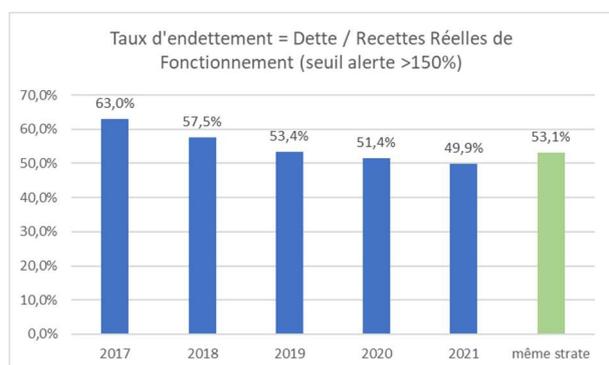
Taux d'équipement et marge d'autofinancement courant :

	2017	2018	2019	2020	2021	EPCI de même strate 2020
Taux d'équipement = Dépenses d'équipement / Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF)	42,2%	23,7%	13,6%	12,0%	13,9%	21,5%
Marge d'autofinancement courant = (DRF + remboursement dette)/ RRF	96,9%	95,6%	95,9%	93,8%	95,2%	87,7%

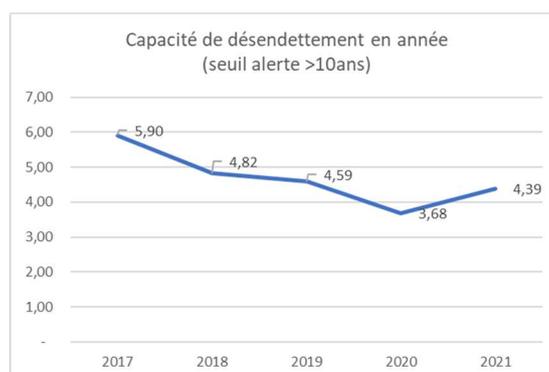
Le ratio relatif au taux d'équipement correspond à l'effort d'investissement au regard des recettes de la Communauté de communes. Ainsi, plus le pourcentage est élevé, plus l'investissement est élevé. Ce ratio peut être soumis à des variations d'une année sur l'autre selon l'importance des investissements réalisés (comme en 2017 et 2018 ratio élevé lié à la construction du siège de la CC et de la crèche à Pouillon).

La marge d'autofinancement courant correspond à la capacité de l'EPCI à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Dès lors plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée, à l'inverse un taux supérieur à 100% indique un recours nécessaire à l'emprunt. Le taux présenté étant autour de 95% la Communauté de communes doit en partie avoir recours à l'emprunt pour financer certaines dépenses d'équipement.

- *Les ratios liés à l'emprunt*



Les ratios relatifs à la dette montrent une légère diminution de l'endettement de la Communauté de communes.



La diminution de l'épargne brute (épargne disponible avant la déduction du capital des emprunts) en 2021 explique l'augmentation de la capacité de désendettement, qui reste toutefois inférieure aux années précédentes. Ainsi, si la Communauté de communes mobilisait l'ensemble de ses ressources pour se désendetter, elle solderait ses emprunts en 4,39 ans.

• **Construction du Budget**

a. **Présentation des équilibres prévisionnels**

En 2022, la **section de fonctionnement** s'élèverait à 15 000 000 €

En 2021, le budget **prévisionnel** était de 14 894 000 €, soit + 0,7% entre 2021/2022

Le taux de réalisation du budget s'élève à 90,63% du prévisionnel

En 2022, la **section d'investissement** s'élèverait à 3 586 000 €

En 2021, le budget prévisionnel était de 3 875 000 € (sans RAR 2020 qui étaient de 644 000 €)

Le taux de réalisation du budget s'élève à 81,73% du prévisionnel

- Affectation des résultats prévisionnelle

Le déficit de la section investissement doit être couvert par une affectation du résultat de fonctionnement.

La section de fonctionnement présente un excédent cumulé prévisionnel de 1 558 520 €

La section d'investissement présente un excédent prévisionnel de 275 562 €, le résultat de fonctionnement reporté présente un déficit de 449 365 €

Le besoin de financement est couvert par l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement.

Le résultat de fonctionnement reporté s'établit à 1 109 155 €.

## b. Perspectives – Section de fonctionnement

### a) Fiscalité et dotations

#### - Fiscalité des impôts économiques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	2 344 323	2 393 258	2 503 915	2 631 554	1 743 833	1 743 833
Compensations par l'Etat de la CET	68	1 320	38 339	43 560	943 492	943 492
<b>Sous total CFE</b>	<b>2 344 391</b>	<b>2 394 578</b>	<b>2 542 254</b>	<b>2 675 114</b>	<b>2 687 325</b>	<b>2 687 325</b>
Contisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	730 149	799 388	756 587	853 573	888 211	860 000
<b>Total contribution économique territoriale (CET)</b>	<b>3 074 540</b>	<b>3 193 966</b>	<b>3 298 841</b>	<b>3 528 687</b>	<b>3 575 536</b>	<b>3 547 325</b>
Taxe additionnelle sur les surfaces commerciales (TASCOM)	166 168	134 860	135 519	138 052	157 209	160 000
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)	116 688	100 780	103 463	121 170	130 378	130 000
<b>Total TASCOM/IFER</b>	<b>282 856</b>	<b>235 640</b>	<b>238 982</b>	<b>259 222</b>	<b>287 587</b>	<b>290 000</b>
<b>Total Impôt économique</b>	<b>3 357 396</b>	<b>3 429 606</b>	<b>3 537 823</b>	<b>3 787 909</b>	<b>3 863 123</b>	<b>3 837 325</b>

CFE : maintien du montant,

CVAE : montant notifié,

TASCOM : maintien du montant (un établissement en travaux plusieurs mois)

IFER : maintien du montant.

#### - Perspectives et propositions :

- Augmentation du coefficient de TASCOM de +0,5 passant de 1,05 à 1,10
  - Estimation 174 400 € (+8 200 €)
- Mi-mars des simulations sur les possibilités d'augmenter le taux de CFE seront demandées à la DGFIP

#### - Impôts fonciers et fraction TVA (remplacement de la Taxe d'habitation)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fraction TVA					2 776 556	2 776 556
Taxe d'Habitation (TH)	2 462 707	2 565 868	2 670 644	2 750 655	260 289	260 289
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)	520 849	532 152	551 738	565 930	567 954	567 954
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB)	165 827	168 159	172 289	174 489	174 185	174 185
Taxe additionnelle sur les propriétés non bâties	35 160	36 146	39 258	40 149	38 577	38 577
<b>Total Impôt ménage</b>	<b>3 184 543</b>	<b>3 302 325</b>	<b>3 433 929</b>	<b>3 531 223</b>	<b>3 817 561</b>	<b>3 817 561</b>

Bases des taxes foncières valorisées de 3,4% selon la loi de finances 2022 (0,2% en 2021, 1,2% en 2020 et 2,2 en 2019).

#### - Taxe Gémapi (Gestion des milieux aquatiques et de la protection des inondations)

Il s'agit d'une taxe additionnelle à la taxe foncière, cotisation foncière des entreprises qui finance la compétence Gémapi (cotisations aux syndicats de rivières, travaux, études liées à la gestion des milieux aquatiques et protection contre les inondations).

Le produit attendu pour cette année est de 326 927 € (220 175 € en 2021).

#### - Taxe de séjour

L'année 2022 est la première année de la perception de la taxe de séjour. N'ayant pas de recul et la perception du produit de la taxe n'intervenant que dans le courant de l'année aucune recette n'a été prévue.

- Dotation Globale de Fonctionnement

En 2022, la dotation de compensation est estimée à **530 000 €** (-2,5% par rapport à 2021)

La dotation intercommunale est estimée en 2022 à **580 000 €** (+2,50% par rapport à 2021).

*b) Dépenses de personnel – (Détail structures des effectifs en annexe)*

En 2022 : 4 900 000 € - En 2021 : 4 603 512 € dont :

- Revalorisation 0,9% du SMIC au 01/01/2022 entraînant une revalorisation des grilles de cat. C : 30 000 €
- Nouveaux recrutements : 200 000 € (dont Responsable service jeunesse, animateur Espace ado, chargé de SCOT, 2 mutations agents ALSH, 2 master II sur l'habitat et l'emploi, animateur numérique à l'année)
- Remplacements arrêts : 50 000 €
- Avancements d'échelon : 10 000 €

*c) Les syndicats*

La Communauté de communes du Pays d'Orthe adhère à plusieurs syndicats les principaux sont les suivants :

- Ordures Ménagères : à ce jour la Communauté de communes n'a pas eu de notification définitive sur les montants des contributions, une augmentation de 2,5% est estimée pour le SITCOM et de 29,70% pour le SIETOM dont le montant prévisionnel a été transmis portant un total de **3 050 376 €** réparti comme suit :
  - SIETOM : 1 132 876 € (873 500 € en 2021),
  - SITCOM : estimation à 1 917 500 (1 870 700 € en 2021)

L'augmentation des contributions à ces deux syndicats est prévue en recettes au titre de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). Les bases n'étant pas encore connues, le taux sera proposé ultérieurement.

- Cotisation Syndicat mixte du Pays d'Orthe : 36 600 € (74 850 € en 2021)
- Pays Adour Landes Océanes : 40 000 €

*d) Les subventions aux budgets annexes et CIAS :*

Les subventions d'équilibre aux budgets annexes sont estimées aux montants suivants :

- Budget Annexe Office de Tourisme : 145 000 € (en 2021 : 152 488 €)
- Budget Annexe Multiple rural : 36 000 € (en 2021 : 32 815 €)
- Budget Annexe Action économique : 23 000 € (en 2021 : 302 870 €)
- Budget CIAS (domicile) : 750 000 € (en 2021 : 641 000 €, prévu BP 600 000 €)

Ces montants sont estimatifs et seront susceptibles d'être revus au moment du vote du budget.

### c. Orientations investissement

#### e) *Investissement dépenses*

Les grandes lignes des dépenses d'équipement pour cette année sont les suivantes :

- **Etudes (chapitre 20) : 155 000 €**

PCAET : 35 000 € ; PLUI : 25 000 € ; SCOT : 40 000 €

Etude diagnostic sanitaire Abbaye St Jean : 55 000 €

- **Subventions d'équipements versées (chapitre 204) : 133 000 €**

Habitat : 40 000 €, Demi-échangeurs Caresse-Cassaber et BARO : 93 000 € ;

- **Immobilisations corporelles (chapitre 21) : 215 000 €**

Panneaux signalétiques, matériels informatiques, mobiliers, jeux...

- **Immobilisations en cours (chapitre 23) : 1 900 000 €**

- **Voirie : 740 000 €** dont programme 2022 : 700 000 € ; Ouvrages d'arts : 30 000 € ;  
Amiante : 10 000 €

- **Patrimoine : 997 000 €** dont cryptoportique : 857 000 € ;  
Accessibilité Grange aux Dîmes : 140 000 €

- **Autres projets :**

Maternelle Tilh honoraires 44 000 €, extension bâtiment services techniques 45 000 €

#### • *Investissement recettes*

Les recettes d'investissement s'articulent autour de 3 principaux axes :

- **FCTVA** : 309 000 € (dont voirie, patrimoine et divers investissements)

- **Subventions** : 630 000 €

- Etat : 330 000 € dont DRAC (patrimoine) : 315 000 € / PLUI : 15 000 €

- CD40 : 180 000 € (patrimoine)

- Région : 120 000 € (patrimoine)

- **Emprunts** : 428 000 € (voirie)

- **Budgets annexes**

- a) *Budget annexe Office de Tourisme*

- **Section investissement**

Pas d'évolution par rapport à 2021, augmentation liée au report du résultat de fonctionnement

Investissement	BP	Réalisé	Prévisionnel
	2021	2021	2022
Total dépenses Investissement	13 395	1 141	17 421
Total recettes Investissement	13 395	11 544	17 421

- **Section fonctionnement :**

Dépenses +15 000 € (dont catalogues et imprimés +9 000€)

Subventions : Région 5 000 € et fonds européens 12 160 €

Fonctionnement	BP	Réalisé	Prévisionnel
	2021	2021	2022
Total dépenses Fonctionnement	187 594	147 208	203 334
Total recettes fonctionnement	187 594	182 358	203 334

La taxe de séjour n'a pas été comptée en 2022. En effet, la Communauté de communes ne commencera à percevoir le produit qu'en fin d'année 2022.

- b) *Budget annexe Action économique*

- **Section de fonctionnement :**

- Dépenses : Aides à l'installation d'entreprises : 70 000€
- Recettes : Loyers : 54 000 €

Fonctionnement	BP	Réalisé	Prévisionnel
	2021	2021	2022
Total dépenses Fonctionnement	457 919	366 398	467 154
Total recettes fonctionnement	457 919	679 449	467 154

- **Section d'Investissement**

- **Dépenses :**

- Achats de terrains : 700 000 €
- Aménagements terrains : 100 000 €
- Achats des casiers : 50 000 €

- **Recettes :**

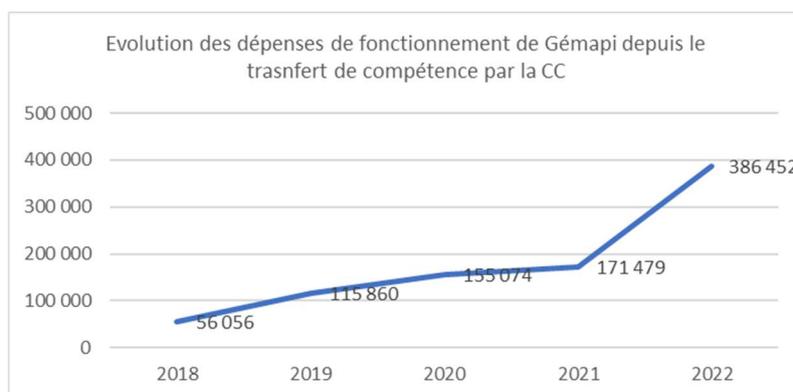
- Vente terrains : 600 000 €
- DSIL (bâtiment Atout vert) : 16 000 €

Investissement	BP	Réalisé	Prévisionnel
	2021	2021	2022
Total dépenses Investissement	810 433	118 843	1 032 063
Total recettes Investissement	810 433	347 199	1 032 063

c) *Budget annexe Gémapi*

Fonctionnement	Budget principal CC			Budget annexe		
	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Prévisionnel	Réalisé	Prévisionnel
	2018	2019	2020	2021	2021	2022
Total dépenses Fonctionnement	56 056	115 860	155 074	280 095	171 479	386 452
Total recettes fonctionnement	59 525	80 048	150 161	280 095	281 021	386 452

- **Dépenses de fonctionnement**, principalement contributions aux syndicats : 358 200€
  - Participations aux syndicats : 171 000 €
  - Etudes et travaux payés aux syndicats :  
Sondes bassins écrêteurs 25 500 €, surveillance bassins écrêteurs 9 600 €, travaux Sablot : 68 400 € Etudes classements 12 000 €, intervention et fauchage bassins écrêteur 1 700 €, étude des Luys 8 000 €, PCIS 40 000 €, études MIRAPI 20 000 €, et PAPI 2 000 €
- **Recettes de fonctionnement :**
  - Attributions de compensations : 59 525 €
  - Taxe Gémapi : 326 927 € (2021 : 220 570 €)



d) *Budget annexe Multiple rural*

- **Section de fonctionnement**
  - **Dépenses** : pas d'évolution par rapport à 2021,
  - **Recettes** : loyer de l'appartement, actuellement vacance du multiple, la Communauté de communes est en recherche d'un locataire pour reprendre.

Fonctionnement	BP	Réalisé	Prévisionnel
	2021	2021	2022
Total dépenses Fonctionnement	41 132	40 338	46 190
Total recettes fonctionnement	41 132	42 582	46 190

- **Section d'investissement**
  - **Recettes** : l'évolution des recettes est liée au résultat d'investissement reporté
  - **Dépenses** : pas d'évolution par rapport à 2021.

Investissement	BP	Réalisé	Prévisionnel
	2021	2021	2022
Total dépenses Investissement	160 963	13 463	182 388
Total recettes Investissement	160 963	160 962	18 288

- **Structure de la dette** (*état de la dette en annexe*)

- a) Les taux*

Les emprunts souscrits par la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans sont à taux fixes.

- b) Le capital restant dû*

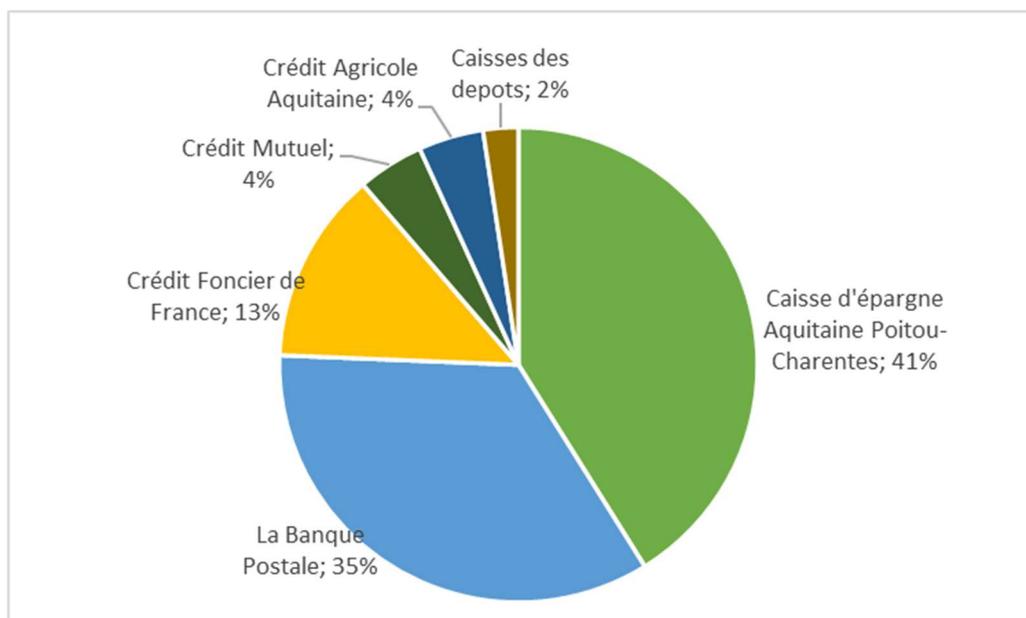
Le capital restant dû du budget principal au 31 décembre 2021 est de 5 448 480 €.

Au 31 décembre 2022 sans la souscription de nouvel emprunt le capital restant dû sera de 5 448 963€.

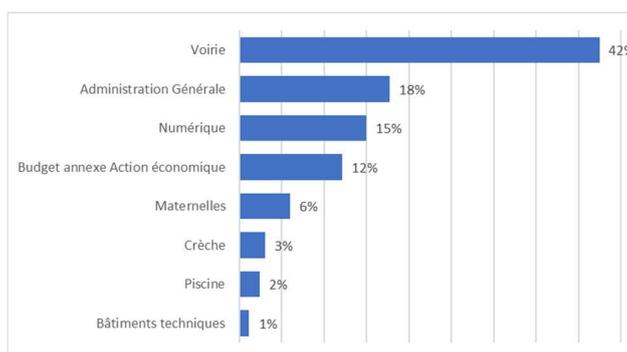
En intégrant les annuités des emprunts que la Communauté de communes rembourse aux communes de Pouillon et Habas au titre du transfert de la compétence des maternelles, ainsi que les emprunts souscrits auprès du SYDEC et de la CAF le capital restant dû au 31 décembre 2021 est de : 5 953 036 € et au 31 décembre 2022 sans souscription de nouvel emprunt 5 194 436 €.

Un emprunt a été souscrit en 2021 auprès de la Banque Postale à hauteur de 710 000 € sur 15 ans pour un taux à 0,73% pour le programme voirie 2021 (428 000 €), le numérique (282 000€).

- c) La répartition des emprunts par organisme en fonction du capital restant dû au 01/01/2022*



d) La répartition des emprunts par service en fonction du capital restant dû au 01/01/2022



e) Annuités des emprunts arrivant à échéance sur la période 2021-2026 :

2022	Annuité
Voirie 2007	26 453,21
Voirie 2012 Pouillon	12 875,06
Voirie 2012 Pouillon	51 525,50
<b>total</b>	<b>90 853,77</b>

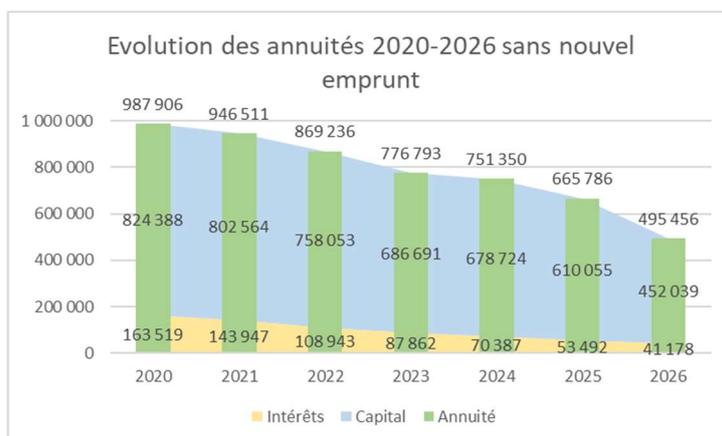
2023	Annuité
<b>Voirie 2008</b>	<b>24 215,98</b>

2024	Annuité
Voirie 2014 Pouillon	35 818,32
Ecole maternelle de BELUS	26 151,26
Voirie 2009	16 969,55
<b>Total</b>	<b>78 939,13</b>

2025	Annuité
Ecole maternelle Orthevielle	12 705,46
Voirie 2010	16 626,67
Voirie 2015 Pouillon	36 988,76
Maison de retraite Pouillon	102 706,36
<b>Total</b>	<b>169 027,25</b>

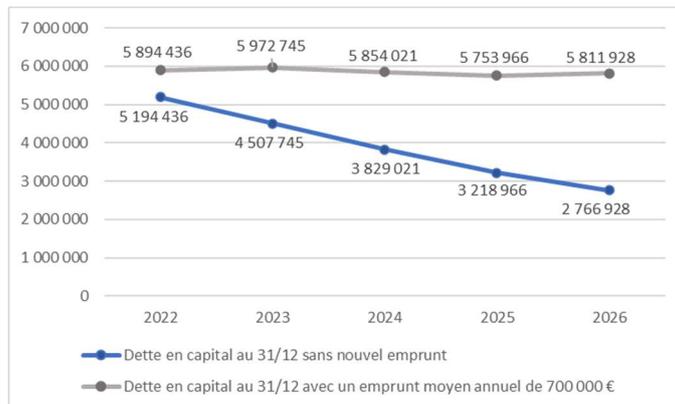
2026	Annuité
Voirie 2016 Pouillon	21 491,94

f) Graphiques représentant l'extinction de la dette sans nouvel emprunt



Ces graphiques prennent en compte les emprunts des communes de Habas et Pouillon dans le cadre de la compétence des maternelles ainsi que les emprunts de la CAF et du SYDEC.

- g) A titre indicatif, graphique représentant un comparatif de l'encours d'emprunt sans nouvel emprunt et en souscrivant hypothétiquement chaque année à un emprunt de 700 000 € (taux équivalent à ceux des dernières années)



## Annexe – Ressources Humaines

### 1- Structure des effectifs

- *Equivalents temps plein (ETP) moyen annuel tous statuts confondu (CDD occasionnels et saisonniers compris) :*

2019 : 97,79 ETP pour 191 agents

2020 : 107,76 ETP pour 187 agents

2021 : 135,19 ETP pour 236 agents

- *Effectif par statut dans l'année*

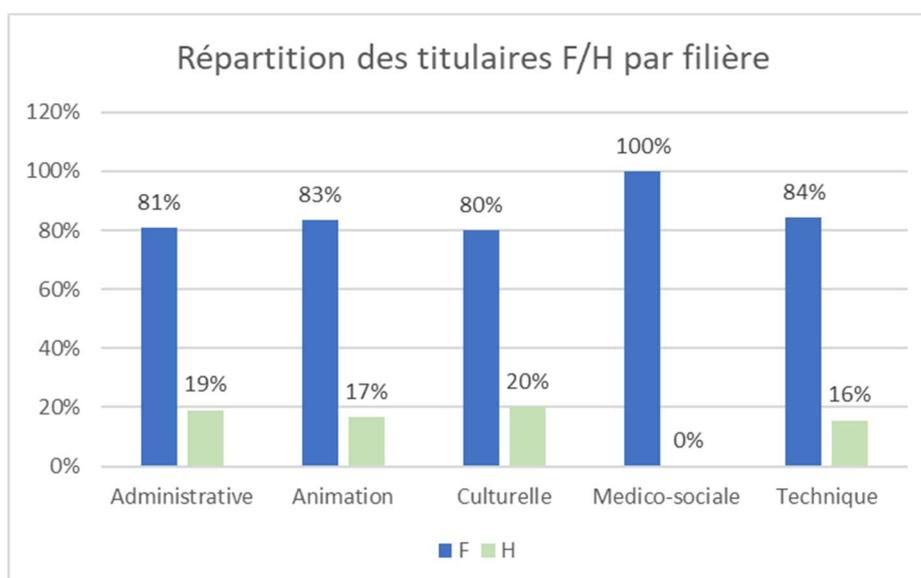
	CDD	CDD permanent	CDI	Apprentissage	Titulaire	Total général
2019	97	10	13		71	191
2020	78	20	10	1	78	187
2021	96	39	9	2	90	236

- *Emploi permanent par catégories au 31 décembre*

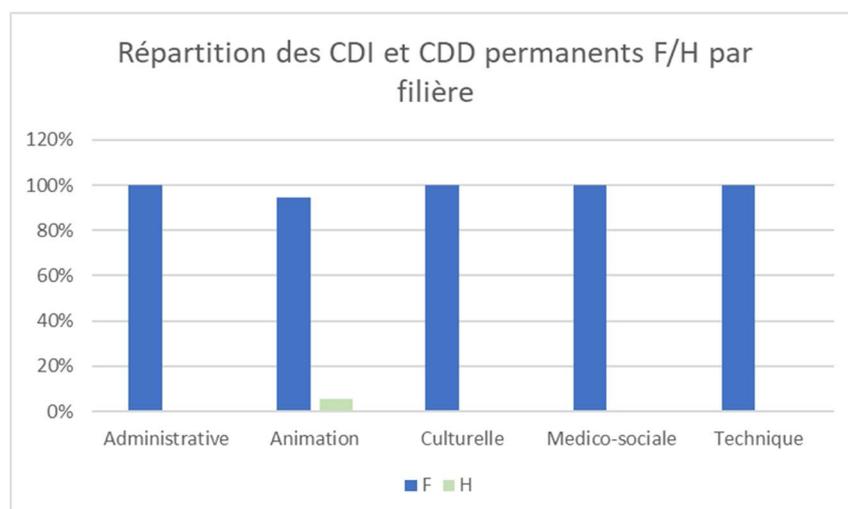
	CDI et CDD permanents				Titulaires			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total
2019	3	3	17	23	9	7	55	71
2020	2	3	25	30	10	6	57	73
2021	3	3	24	30	12	8	69	89

- *Répartition Hommes/Femmes par filière emploi permanents*

#### a. Titulaires :



## b. Contractuels Permanents et CDI



### 2- Dépenses de personnel – éléments de rémunération

- *Rémunération moyenne brute mensuelle rétablie en ETP des fonctionnaires par catégorie en 2021*

2021	Nb agents rémunérés	Traitement Indiciaire Brut	NBI (11% des agents)	Régime indemnitaire	Supplément Familial (60% des agents)
A	12	2 463 €	106 €	468 €	77 €
B	8	1 897 €	82 €	517 €	74 €
C	70	1 698 €	60 €	175 €	50 €

- *Comparatif avec rémunération brute mensuelle des fonctionnaires rétablie en ETP par catégorie en 2020*

2020	Nb agents rémunérés	Traitement Indiciaire Brut	NBI (11% des agents)	Régime indemnitaire	Supplément Familial (58% des agents)
A	10	2 475 €	114 €	827 €	66 €
B	6	1 835 €	47 €	521 €	134 €
C	57	1 694 €	60 €	376 €	59 €

- *Avantages en nature en € versés*

Aucun avantage en nature n'a été versé en 2021.

- *Heures supplémentaires*

En 2021, aucune heure supplémentaire n'a été payées.

### 3- Durée effective du temps de travail

La durée légale du temps de travail de 1607h est appliquée dans l'ensemble des services de la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans.

En outre, le règlement intérieur du personnel a été approuvé en comité technique et en conseil communautaire en 2019. Ce dernier confirme et réaffirme la nécessité de réaliser 1607h de travail effectif pour un temps complet.

# Annexe – Etat de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2022 budget annexe compris

Fonction	Objet de la dette	Date de 1 <sup>ère</sup> échéance	Date dernière échéance	Durée initiale	Organisme Prêteur	Taux	Montant Initial	%	Dettes en capital au 01/01/2022	Annuité	Capital	Intérêts	Dettes en capital au 31/12/2022	ICNE 2022	ICNE 2021	Périodicité
845 - Voirie	Voie 2007	02/11/2008	25/10/2022	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	3,38	300 000	100	25 588	26 453	25 588	865	0	0	0	161 Annuel
845 - Voirie	Voie 2012 Pouillon	09/11/2013	09/11/2022	10 ans	Credit Agricole Aquitaine	4,88	100 000	100	12 276	12 875	12 276	599	0	0	0	87 Annuel
845 - Voirie	Voie 2012 Pouillon	12/11/2013	12/11/2022	10 ans	Credit Agricole Aquitaine	4,89	400 000	100	49 123	51 526	49 123	2 402	0	0	0	329 Annuel
845 - Voirie	Voie 2008	20/10/2009	20/11/2023	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	5,08	250 000	100	44 976	24 216	21 931	2 285	23 045	135	263	263 Annuel
845 - Voirie	Voie 2014 Pouillon	05/04/2015	05/08/2024	10 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	3,36	300 000	100	100 619	35 818	32 438	3 381	68 181	935	1 380	912 Annuel
211 - Maternelles	Ecole maternelle de BELUS	18/08/2010	18/08/2024	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	3,34	300 000	100	73 317	26 031	23 582	2 449	49 735	619	912	912 Annuel
845 - Voirie	Voie 2009	22/10/2010	22/10/2024	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	3,10	200 000	100	47 867	16 941	15 457	1 484	32 410	195	289	289 Annuel
211 - Maternelles	Ecole maternelle Orthevielle	15/09/2011	15/01/2025	15 ans	Credit Agricole Aquitaine	3,47	150 000	100	46 701	12 705	11 085	1 621	35 616	1 188	1 558	1 558 Annuel
845 - Voirie	Voie 2010	11/10/2011	05/03/2025	15 ans	Credit Agricole Aquitaine	3,15	200 000	100	61 582	16 627	14 687	1 940	46 895	1 222	1 605	1 605 Annuel
845 - Voirie	Voie 2015 Pouillon	15/10/2015	15/10/2025	10 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	1,67	340 000	100	142 833	36 989	34 821	2 168	108 013	382	506	506 Trimestre
4238 - BHPAD	Maison de retraite Pouillon	15/02/2001	15/11/2025	25 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	5,64	1 372 041	100	365 489	102 706	83 845	18 861	281 643	2 029	2 633	2 633 Trimestre
845 - Voirie	Voie 2016 Pouillon	09/05/2017	20/05/2026	10 ans	Credit Agricole Aquitaine	1,33	100 000	100	103 302	21 492	20 118	1 374	83 184	685	851	851 Annuel
020 - Services Techniques	Bâtiments techniques	05/04/2013	05/04/2027	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	4,93	150 000	100	73 168	14 383	10 776	3 607	62 392	2 284	2 678	2 678 Annuel
211 - Maternelles	école maternelle Peyrehorade	29/12/2012	01/06/2027	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	4,56	150 000	43	72 198	14 025	10 733	3 292	61 466	1 643	1 930	1 930 Annuel
845 - Voirie	Voie 2011	29/12/2012	01/06/2027	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	4,56	200 000	57	96 264	18 700	14 310	4 390	81 954	2 191	2 574	2 574 Annuel
211 - Maternelles	écoles maternelles	28/01/2014	28/01/2028	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	3,83	150 000	60	78 840	12 962	9 964	2 999	68 329	2 423	2 777	2 777 Annuel
845 - Voirie	Voie 2013	28/01/2014	28/01/2028	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	3,83	100 000	40	52 195	8 642	6 643	1 999	45 552	1 616	1 851	1 851 Annuel
211 - Maternelles	école Sordé	01/06/2013	01/03/2028	15 ans	La Banque Postale	3,80	100 000	29	41 667	8 155	6 667	1 488	35 000	115	136	136 Trimestre
845 - Voirie	Voie 2012	01/06/2013	01/03/2028	15 ans	La Banque Postale	3,80	100 000	29	41 667	8 155	6 667	1 488	35 000	115	136	136 Trimestre
211 - Maternelles	écoles maternelles	22/12/2015	22/12/2029	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	2,47	100 000	50	57 857	8 059	6 630	1 429	51 227	35	39	39 Annuel
845 - Voirie	Voie 2014	22/12/2015	22/12/2029	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	2,47	100 000	50	57 857	8 059	6 630	1 429	51 227	35	39	39 Annuel
845 - Voirie	Travaux de voirie 2015	31/05/2017	31/05/2031	15 ans	Credit Mutuel	1,90	100 000	25	69 750	7 724	6 399	1 325	63 351	709	781	781 Annuel
323 - Piscine	Rénovation de la piscine 2015	31/05/2017	31/05/2031	15 ans	Credit Mutuel	1,90	150 000	38	104 625	11 587	9 999	1 988	95 026	1 064	1 171	1 171 Annuel
4222 - Crèches	Construction creche Pouillon	28/12/2018	28/12/2032	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	1,43	250 000	100	188 450	18 636	15 942	2 695	172 508	27	30	30 Annuel
845 - Voirie	voie 2017	01/12/2018	01/09/2033	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	1,43	200 000	100	150 760	14 909	12 753	2 156	138 006	22	24	24 Annuel
845 - Voirie	voie 2018	01/12/2018	01/09/2033	15 ans	La Banque Postale	1,34	400 000	67	320 012	29 481	25 300	4 161	294 692	340	369	369 Trimestre
61 - Numérique	numérique 2018	01/11/2018	01/09/2033	15 ans	La Banque Postale	1,34	193 000	33	154 406	14 225	12 217	2 008	142 189	164	178	178 Trimestre
61 - Numérique	voie 2019	01/11/2018	01/08/2034	15 ans	La Banque Postale	0,96	282 012	40	242 252	20 209	17 948	2 261	224 304	357	386	386 Trimestre
845 - Voirie	numérique 2019	01/11/2019	01/08/2034	15 ans	La Banque Postale	0,96	427 988	60	367 647	30 670	27 239	3 432	340 409	542	585	585 Trimestre
61 - Numérique	Numérique 2020	03/09/2020	03/06/2035	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	0,89	281 998	37	253 998	20 996	18 800	2 196	234 998	168	182	182 Trimestre
323 - Piscine	Vestiaires piscine 2020	03/09/2020	03/06/2035	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	0,89	50 000	7	45 007	3 723	3 334	389	41 673	30	32	32 Trimestre
845 - Voirie	Voie 2020	09/09/2020	03/06/2035	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	0,89	385 195	33	335 195	31 866	28 533	3 333	356 662	256	276	276 Trimestre
61 - Numérique	Numérique 2021	01/01/2022	01/10/2036	15 ans	La Banque Postale	0,73	282 000	40	282 000	20 950	18 800	2 150	263 200	480	658	658 Trimestre
845 - Voirie	Voie 2021	01/01/2022	01/10/2036	15 ans	La Banque Postale	0,73	428 000	60	428 000	31 797	28 533	3 263	399 467	729	998	998 Trimestre
020 - Administration GÉ	Siege/MSAP	09/02/2017	03/11/2036	20 ans	Credit Foncier de France	1,23	950 000	90	733 908	53 654	44 834	8 821	689 074	1 359	1 447	1 447 Trimestre
845 - Voirie	Voie 2017	09/02/2017	03/11/2036	20 ans	Credit Foncier de France	1,23	100 000	10	77 253	5 648	4 719	929	72 534	152	152	152 Trimestre
<b>Sous total emprunts BP CC</b>																
<b>Emprunts remboursés "hors établissements bancaires"</b>																
4222 - Crèches	CAF 2018	2019	2026				207 719		148 370	29 674	29 674		118 696			
211 - Maternelles	Maternelles Habas et Pouillon		2036				334 288		241 178	27 392	21 105	6 287	220 073			
61 - Numérique	SYDEC 2016	2017	2032				150 000		115 039	10 575	8 335		106 704			
<b>Sous Total emprunts CC hors établissements bancaires</b>																
<b>TOTAL COMMUNAUTE DE COMMUNES</b>																
<b>Budget annexe Action économique</b>																
Fonction	Objet de la dette	Date de 1 <sup>ère</sup> échéance	Date dernière échéance	Durée initiale	Organisme Prêteur	Taux	Montant Initial	%	Dettes en capital au 01/01/2022 (Exclu)	Annuité	Capital	Intérêts	Dettes en capital au 31/12/2022	ICNE 2022	ICNE 2021	Périodicité
61 - Action économique	Ecoserie 2012	01/05/2013	01/03/2028	15 ans	La Banque Postale	3,80	150 000	43	63 500	12 233	10 000	2 233	52 500	172	205	205 Trimestre
61 - Action économique	Construction d'un atelier relais 2015	31/05/2017	31/05/2031	15 ans	Credit Mutuel	1,90	150 000	38	104 625	11 587	9 999	1 988	95 026	1 064	1 171	1 171 Annuel
61 - Action économique	Achat bâtiment économique	01/07/2020	01/07/2035	15 ans	La Banque Postale	0,80	222 000	100	199 800	16 369	14 800	1 569	185 000	740	799	799 Semestre
61 - Action économique	Ateliers solidaires	01/07/2016	01/07/2035	20 ans	Caisses des depots	1,75	200 000	100	147 262	11 951	9 374	2 577	137 888	1 216	1 299	1 299 Annuel
61 - Action économique	Landadour	21/05/2013	21/05/2037	25 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poiti	5,48	307 000	100	239 311	22 842	9 728	13 114	229 583	7 756	8 084	8 084 Annuel
<b>TOTAL Budget annexe Action économique</b>																
<b>TOTAL TOUS BUDGETS CONFONDUS</b>																
									<b>6 706 534</b>	<b>944 217</b>	<b>811 554</b>	<b>130 424</b>	<b>5 894 433</b>			